



Raymond MERCK
Commissaire aux comptes
Membre de la CRCC de Colmar

ASSOCIATION FOYER NOTRE DAME
21, rue du Dôme
67000 STRASBOURG

Registre des associations
T.I. Strasbourg
Volume VI, n° 19 (V. R. 9.23)

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels 2025

Aux membres de l'Association,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association "AFND – Association Foyer Notre Dame" relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association " AFND – Association Foyer Notre Dame " à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes de l'annexe relatives :

- aux faits marquants de l'exercice ;
- changement de méthode lié à un changement de réglementation.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes :

Dans le cadre de la première application du règlement ANC n° 2018-06, l'association a procédé à une adaptation de certaines méthodes comptables et de présentation des comptes annuels.

Nos travaux ont consisté notamment à :

- apprécier la conformité des méthodes retenues avec les dispositions du règlement ANC n° 2018-06 ;
- examiner les modalités de transition appliquées ;
- vérifier les incidences chiffrées du changement de méthode ;
- apprécier l'information présentée dans l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant.

Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association " " AFND – Association Foyer Notre Dame " ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de votre Association en date du 28 avril 2026.

6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatifs à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre

à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Strasbourg, le 5 mai 2026

R. MERCK
Commissaire aux comptes



Association Foyer Notre Dame - Actif 2025

Libellé	Montant brut 2025	Amort. et prov. 2025	Montant net 2025	Montant net 2024
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement				
Autres immobilisations incorporelles	54 597	53 039	1 558	2 783
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations corporelles :				
Terrains	393 008		393 008	393 008
Constructions	3 782 062	532 635	3 249 427	3 009 359
Installations techniques, matériels et outillage	204 336	147 508	56 829	72 910
Autres immobilisations corporelles	1 331 025	1 055 769	275 256	157 181
Immobilisations corporelles en cours	10 277		10 277	69 805
Immobilisations Financières :				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	700 000		700 000	700 000
Prêts				
Autres immobilisations financières	255 731		255 731	221 511
TOTAL I	6 731 035	1 788 950	4 942 085	4 626 557
Comptes de liaison (1)				
TOTAL II	0		0	0
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours :				
Matières premières et fournitures				
Autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	24 486		24 486	137 695
Créances (2) :				
Créances redevables et comptes rattachés (3)	1 077 438	92 811	984 627	231 500
Autres créances	1 204 762		1 204 762	690 690
Charges constatées d'avance	29 361		29 361	56 190
Valeurs mobilières de placement	3 564 037		3 564 037	2 565 039
Disponibilités	4 406 795		4 406 795	5 236 076
TOTAL III	10 306 880	92 811	10 214 069	8 917 190
Charges à répartir sur plusieurs exercices IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Ecart de conversion (actif) VI				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)	17 037 915	1 881 761	15 156 154	13 543 747
(1) Un tableau annexé à ce bilan doit détailler les différents comptes de liaison relatifs à l'investissement, à l'exploitation et à la trésorerie pour cet établissement entre cet établissement et les autres établissements et services concernés.				
(2) Dont à moins d'un an : 1 999 040. Dont à plus d'un an :				
(3) Dont créances mentionnées à l'article R 314-96 du CASP				

Association Foyer Notre Dame - Passif 2025

Libellé	Montant net 2025	Montant net 2024
FONDS PROPRES		
Fonds associatifs sans droit de reprise	243 918	243 918
Fonds associatifs avec droit de reprise : Dons et legs Subventions d'investissement sur biens renouvelables		
Réserves :		
Excédents affectés à l'investissement	158 220	158 220
Réserves de compensation	442 417	269 960
Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement	464 467	464 467
Autres réserves	53 357	53 357
Report à nouveau		
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	5 573 583	-2 648
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs	-81 836	-81 836
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	563 737	624 163
Dépenses non opposables aux tiers financeurs		
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1)	220 587	5 800 622
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	46 767	55 287
Provisions réglementées : dont Couverture du besoin en fonds de roulement dont Amortissements dérogatoires et provisions pour renouvellement des immobilisations dont Réserves des plus-values nettes d'actif Immobilisations grevées de droits		
TOTAL I	7 685 217	7 585 510
Comptes de liaison		
TOTAL II	0	0
Fonds dédiés	204 128	194 332
Provisions pour risques	98 889	127 947
Provisions pour charges	652 020	529 912
TOTAL III	955 037	852 191
DETTES (3)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	2 309 537	1 064 902
Emprunts et dettes financières divers (3)	89 211	89 243
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	20 542	451 712
Redevables créditeurs		3 900
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (4)	1 624 740	1 080 165
Dettes sociales et fiscales	1 243 337	1 382 379
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	14 759	702 358
Autres dettes (5)	649 185	230 012
Produits constatés d'avance	564 589	101 376
TOTAL IV	6 515 900	5 106 047
Ecart de conversion (passif)		
TOTAL V		
TOTAL PASSIF (I +II+III+IV+V)	15 156 154	13 543 747
(1) Dont compte 1201 et compte 1291 résultats sous contrôle de tiers financeurs.		
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
(3) En particulier : cautions versées par les résidents à leur entrée dans l'établissement.	89 211	
(4) Dont à plus d'un an : Dont à moins d'un an :	1 624 740	
(5) Dont fonds des majeurs protégés		

Association Foyer Notre Dame - Compte de résultat 2025

PRODUITS	Exercice 2025	Exercice 2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	1 574	850
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestation de service	1 964 398	1 999 343
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	13 828 409	15 053 869
<i>Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	7 670 094	7 516 077
Versements des fondateurs ou conso de la dot consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	165 778	561 555
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	11 568	0
Utilisations des fonds dédiés	87 275	514 293
Autres produits	52 789	35 554
TOTAL I	16 111 793	18 165 465

CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	0	0
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	7 166 594	8 019 445
Aides financières	198 405	303 684
Impôts, taxes et versements assimilés	630 987	680 073
Salaires	4 960 423	5 429 120
Cotisations sociales	2 159 414	2 410 549
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	380 386	365 689
Dotations aux provisions	174 052	126 615
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	2 142	0
Report en fonds dédiés	46 112	36 316
Autres Charges	139 435	24 367
TOTAL II	15 857 950	17 395 859

1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	253 843	769 606
--	----------------	----------------

PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	22 398	7 092
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL III	22 398	7 092

CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	48 187	39 120
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL IV	48 187	39 120
2.RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-25 788	-32 028
3.RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	228 054	737 578
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels		5 805 175
TOTAL V		5 805 175
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles	7 050	741 907
TOTAL VI	7 050	741 907
4.RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-7 050	5 063 267
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	418	224
Total des produits (I+III+V)	16 134 191	23 977 732
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	15 913 604	18 177 110
EXCEDENT OU DEFICIT	220 587	5 800 622
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL	0	0
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURES		
Secours en nature		
Mise à disposition de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole		
TOTAL	0	0

Règles et méthodes comptables

Règlement ANC 2023-03 modifiant la règlement ANC 2018-06 en accord avec le règlement ANC 2022-06 complété par règlement ANC 2019-04.

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2025 dont le total est de 15 156 154 €.
- au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un excédent de : 220 587 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été établis par le Président et arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 28 avril 2026.

INTRODUCTION

Le Foyer Notre Dame, tout d'abord appelé « Marienstift », a été fondé en 1903 au 3 rue des Echasses à STRASBOURG. La première mission de l'établissement consistait à accueillir de jeunes travailleuses originaires du milieu rural, venant travailler à Strasbourg.

L'Association Foyer Notre Dame a été créée en 1923 par un groupe de Filles de Saint François de Sales. Elle est régie par les articles 21 à 79 du Code local, maintenus en vigueur par la loi d'introduction de la législation civile française du 1^{er} juin 1924. Elle est inscrite au registre des associations du Tribunal d'Instance de Strasbourg à la date du 23 mars 1923, Volume VI, n° 19 (V. R. 9.23).

A la fin de la guerre, en 1945, l'accueil est étendu à des étudiantes ainsi qu'à des jeunes filles accueillies dans le cadre de la protection de l'enfance, mission qui se poursuit encore aujourd'hui.

En 1977, les pouvoirs publics sont confrontés à l'accueil des premiers réfugiés du Sud-Est asiatique : l'Association Foyer Notre Dame obtient alors l'agrément de « Centre d'Hébergement Provisoire pour personnes réfugiées ». L'activité d'accueil et d'accompagnement de demandeurs d'asile, de personnes régularisées et de réfugiés, se développe au fil des années et devient une mission fondamentale de l'Association.

A partir des années 2000, et en partenariat notamment avec les services du Conseil Départemental du Bas Rhin, l'Association Foyer Notre Dame renforce ses activités auprès de la jeunesse, axant principalement son intervention autour des Mineurs Non Accompagnés et de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes majeurs et des jeunes travailleurs.

Depuis, l'Association consolide régulièrement ses champs d'intervention autour de la jeunesse, des demandeurs d'asile et des réfugiés, en liens étroits avec ses partenaires institutionnels, associatifs, privés et publics. L'association a ainsi connu un développement continu qui s'est accéléré au cours de la dernière décennie. Désormais, l'Association est en charge de 21 établissements, services et dispositifs. Elle héberge et accompagne près de 1500 personnes chaque jour.

L'association est à but non lucratif et ne relève pas d'une activité fiscalisée.

Ses champs d'intervention sont réunis au sein de deux pôles :

- Le pôle asile-réfugiés ;
- Le pôle jeunesse.

Son action autour de la jeunesse est aujourd'hui centrée autour de jeunes travailleurs, de jeunes sortants de l'Aide Sociale à l'Enfance et de Mineurs Non Accompagnés.

Le Pôle Asile-Réfugiés est quant à lui positionné sur toute la chaîne de la demande d'Asile, du premier accueil jusqu'à l'accompagnement des réfugiés statutaires ou des personnes régularisées.

Les principaux financeurs de l'Association Foyer Notre Dame sont :

- L'Etat à hauteur de 72%
- La Collectivité Européenne d'Alsace à hauteur de 11%.

L'association compte désormais 158 ETP collaborateurs et relève des accords collectifs de travail CHRS (Centre d'hébergement et de réadaptation sociale).

L'association est propriétaire :

- D'un immeuble situé au 23 rue du Kronthal à Strasbourg, acquis en 2022 ;
- De bureaux destinés au service siège, situés au 21 rue du Dôme à Strasbourg acquis en 2024. Ce dernier constitue également le siège social de l'association.

1. FAITS MARQUANTS EN COURS D'EXERCICE

En 2025, plusieurs faits marquants ont impacté l'activité et la situation financière de l'établissement.

L'application de la prime Laforcade à l'ensemble des salariés a entraîné une évolution des charges de personnel.

Par ailleurs, la Maisonnée a connu une sous-occupation à compter du mois d'avril, avec un accueil réduit à 6 jeunes au lieu des 18 prévus initialement.

L'année a également été marquée par la réalisation de deux évaluations externes concernant la Résidence Saint-Exupéry et Tomi Ungerer. Sur le plan patrimonial, l'exercice intègre l'amortissement lié à l'acquisition des locaux situés rue du Dôme.

2025 correspond également à la première année d'exécution du nouveau marché SPADA.

Enfin, le contexte inflationniste, notamment sur les coûts de l'énergie et des loyers, a eu un impact significatif sur les dépenses de fonctionnement.

L'année a aussi été marquée par la création d'un service juridique transversal au sein du Pôle Asile et Réfugiés.

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Changement de méthode lié à un changement de réglementation

L'exercice clos le 31 décembre 2025 constitue le premier exercice d'application obligatoire du règlement ANC n°2023-03 modifiant le règlement ANC n°2018 06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, afin de mettre ce dernier en conformité avec la modernisation des états financiers issue du règlement ANC n°2022-06.

Ce règlement modernise la présentation des comptes annuels, notamment par la suppression des transferts de charges et par l'instauration d'une nouvelle définition du résultat exceptionnel, désormais limitée aux produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel.

Conformément aux dispositions applicables, l'exercice comparatif 2024 n'a pas été retraité, mais seulement adapté en présentation pour permettre la comparabilité des postes.

2.1 Principes généraux

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en €.

2.2 Adaptations professionnelles

Il est fait application du **règlement ANC 2023-03 venant modifier le règlement ANC 2018-06 complété par les règlements ANC 2019-04, 2020-08 et 2022-04** soit :

- Le plan comptable général constitue la référence en matière d'informations financières et comptables ;
- Les particularités des associations et des fondations sont prises en compte par des adaptations du plan comptable général.
- Le plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L.312-1 du CASF (arrêté du 22 décembre 2008)

Les **principales adaptations** portent sur :

- la distinction entre résultats définitivement acquis ou pouvant être repris par un tiers financeur ;
- la ventilation des fonds associatifs ;
- le traitement des financements utilisés sur plusieurs exercices.

Une description plus précise de ces adaptations est donnée dans le corps de l'annexe, le cas échéant.

2.3 Dérogations

Provisions réglementées

En application de l'instruction M22,

- Le compte « **provisions réglementées destinées à renforcer la convergence du besoin en fonds de roulement** » est alimenté par une dotation aux provisions autorisée par l'autorité de tarification. Cette provision peut être reprise et le résultat correspondant peut être affecté en excédents affectés à l'investissement si ce besoin en fonds de roulement est suffisamment couvert.
- Le compte « **provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations** » est doté par les allocations anticipées destinées à compenser des charges d'amortissement et des frais financiers liés à la réalisation d'investissements à venir.
Cette provision est reprise au fur et à mesure des charges d'amortissement et des frais financiers constatés.
- Le compte « **amortissements dérogatoires** » enregistre l'excédent d'amortissement accordé par l'autorité de tarification par rapport à l'amortissement comptable selon la durée d'utilisation.
Cet amortissement dérogatoire est repris lorsque l'amortissement comptable sera supérieur à l'amortissement annuel accordé par l'autorité de tarification.
- Le compte « **provisions réglementées réserves des plus-values nettes d'actif immobilisés** » comprend toutes les plus-values sur cessions d'immobilisations ; ce compte est crédité de ces plus-values par une dotation qui neutralise l'effet plus-values au niveau du résultat (en cas de moins-value, si ce compte est positif, il est effectué une reprise du montant de la moins-value dans la limite du solde du compte).
- Le compte « **provisions réglementées réserves des plus-values nettes d'actif circulant** » comprend tous ces produits financiers, notamment les plus-values sur VMP, ce compte fonctionne de la même façon que celui des plus-values sur immobilisations.

2.4 Méthodes, de présentation et d'évaluation

Les frais de constitution, de transformation et de premier établissement sont inscrits en charges (méthode de référence), mais peuvent également figurer à l'actif (option réversible).

- Les frais d'augmentation de capital, de fusion ou de scission sont imputés sur les primes de d'émission ou de fusion (méthode de référence). En cas d'insuffisance des primes, ces frais sont comptabilisés en charges. Ils peuvent également être inscrits à l'actif (option réversible).
- Les coûts engagés pendant la phase de développement, se rapportant à des projets nettement individualisés et ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale, peuvent être inscrits à l'actif (méthode de référence) ou en charges (option réversible).
- Les frais accessoires des immobilisations incorporelles ou corporelles, tels que droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, peuvent être rattachés au coût de l'immobilisation (méthode de référence) ou enregistrés en charges.
- Les coûts d'emprunt pour financer l'acquisition ou la production d'un actif (immobilisation incorporelle corporelle ou stock), qui exige une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisé ou vendu, peuvent être incorporés dans le coût de l'actif.
- Les composants de 2ème catégorie (dépenses faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou de grandes révisions en application des lois, règlements ou d'usages de l'entité ayant pour objet soit de

s'assurer du bon fonctionnement, soit d'y apporter un entretien courant) sont comptabilisés en composants (méthode de référence) ou font l'objet d'une provision pour gros entretien ou grandes révisions.

L'option d'incorporation des frais de notariat au coût d'acquisition de l'immeuble situé au 23 rue Kronthal à Strasbourg a été prise ainsi que pour l'acquisition du 21 rue du Dôme à Strasbourg.

2.5 Notes spécifiques à certains postes

2.5.1 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue. La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

2.5.2 Constructions

Immeubles

Au sein de l'Association, les durées retenues sont un peu plus courtes que celles prévues par les Offices HLM rappelée ci-dessous, à savoir :

- Construction	60 ans
- Menuiseries	30 ans
- Electricité, plomberie, chauffage	25 ans
- Ravalement	18 ans
- Agencements	15 ans

La méthode de comptabilisation des composants a été appliquée aux immobilisations suivantes :

➤ 23 rue Kronthal à Strasbourg

Les durées retenues sont les suivantes :

- Gros œuvre :	50 ans
- Façade/étanchéité :	35 ans
- Installation générale et technique :	20 ans
- Agencement :	10 ans

➤ 21 rue du Dôme à Strasbourg

Les durées retenues sont les suivantes :

- Gros œuvre :	50 ans
- Façade/étanchéité :	30 ans
- Installation générale et technique :	20 ans
- Agencement :	10 ans

Autres immobilisations

- Matériel et outillage	5 à 6 ans
- Matériel de transport	5 ans
- Mobilier de bureau	10 ans
- Matériel de bureau	4 à 5 ans
- Logiciels	4 ans

Aucun indice de perte de valeur n'ayant été identifié, aucune dépréciation supplémentaire n'a été constatée.

Immobilisations sorties

Au cours de l'exercice 2025, plusieurs immobilisations ont été sorties de l'actif de l'association, soit à la suite de mises au rebut, soit à l'occasion de cessions.

2.5.3 Titres immobilisés et valeurs mobilières de placement

Les immobilisations financières sont enregistrées à leur coût d'acquisition ou à la valeur vénale (acquisition à titre gratuit ou par voie d'échange).

Si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est pratiquée du montant de la différence.

2.5.4 Autres immobilisations financières

Les autres immobilisations financières et les valeurs mobilières de placement sont enregistrées à leur coût d'acquisition ou à la valeur vénale (acquisition à titre gratuit ou par voie d'échange).

Si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est pratiquée du montant de la différence.

2.5.5 Stocks

L'association ne détient plus de stock.

2.5.6 Créances

Les créances sont enregistrées à la valeur nominale.

Si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale, une dépréciation est pratiquée de la différence.

Autres créances

Les produits à recevoir pour un montant de 1 204 762 € se composent principalement par :

- Solde de la subvention OFII 2025	833 978 €
- Solde prestations AGIR Grand Est	282 571 €
- Avoirs à recevoir	4 335 €
- Subvention CAF	13 523 €
- Subvention FONJEP	8 883 €
- Subvention AGEFIPH	2 025 €
- CAF paiement mobilier	11 227 €
- Formation en attente de remboursement par l'OPCO	7 657 €
- Remboursement assurance suite sinistre	865 €
- Aides CAF	22 219 €
- Remboursement de dépôts de garantie	1 480 €
- Personnel avances et acomptes	3 024 €
- Créiteurs divers	12 975 €

1 204 762

2.5.7 Fonds associatifs

Certains fonds associatifs ne sont pas mis définitivement à disposition.

Ils sont appelés « **fonds associatifs avec droit de reprise** » (apports, libéralités ou subventions sous réserve d'une clause formelle de reprise)

Les conditions et les modalités de reprise du bien peuvent être en l'état ou en valeur à neuf.

La reprise peut intervenir, soit à la fin du contrat d'apport, soit à la dissolution.

En fonction des modalités de reprise, l'organisme enregistre les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations par rapport à l'apporteur.

Si le bien apporté avec droit de reprise ne doit pas être renouvelé par l'association, la contrepartie de la valeur d'apport inscrite en fonds associatifs avec droit de reprise est diminuée pour un montant égal à celui des amortissements par le crédit du compte **75 « autres produits de gestion courante »**.

Pour ce qui est des « **subventions affectés à des biens renouvelables** », il s'agit de subventions d'investissement destinées au financement de biens dont le renouvellement incombe à l'association.

Ces subventions sont maintenues en permanence au passif dans les fonds associatifs.

Les éléments chiffrés se retrouvent sous référence 3.6.

2.5.8 Résultats

Les résultats, tant ceux de l'exercice antérieur affectée que ceux de l'exercice non encore affectés, relèvent de deux catégories, soit :

- Les résultats définitivement acquis ;
- Les résultats pouvant être repris par un tiers financeur.

Les éléments chiffrés se retrouvent sous référence 3.5 et 3.6

Le résultat comptable de l'exercice 2025 se décompose comme suit :

Siège	Déficit	-1 417
Association	Déficit	-4 930
Résidence Paul HAEBERLIN	Excédent	1 900
Résidence Eve Luquet	Excédent	1 791
Résidence Aretha Franklin	Déficit	-8 478
Résidence St-Exupéry	Déficit	-12 493
VIA	Déficit	-36 870
Résidence Tomi Ungerer	Excédent	3 329
Centre Rosa Parks	Excédent	5 465
Baux Glissants Jeunes	Déficit	- 11 997
SAMI	Excédent	17 741
Maisonnée	Déficit	- 228 670
Réseau d'Accueil Solidaire	Équilibre	0.00
CIR	Excédent	108 510
Hors Les Murs	Excédent	38 477
Accueils ukrainiens	Excédent	1 786
IML réfugiés	Excédent	21 226
AGIR	Excédent	132 926
Action Régularisés	Excédent	75 254
Accompagnement BPI	Excédent	1 795
CADA	Excédent	26 615
Accompagnement hôtel	Excédent	4 597
URGENCE	Excédent	16 068
SPADA	Excédent	68 480
Dispositif réinstallé	Déficit	-518
TOTAL		220 587

Résultats non opposables aux financeurs

Pour rappel, les financeurs ont fait part de la non-opposabilité du provisionnement des congés à payer qui fait partie des dépenses refusées en application des articles R.314-52 du CASF concernant les dépenses étrangères par leur nature ou par leur importance, à celles qui avaient été envisagées lors de la procédure de fixation du tarif, et qui ne sont pas justifiées par les nécessités de la gestion normale de l'établissement, et plus particulièrement les dépenses relevant des articles R.314-26.

Les affectations de résultat 2024 ont été effectuées selon le tableau de passage ci-après :

	Situation à l'ouverture de l'exercice	Affectations du résultat 2024		Autres Affectations	Situation après affectations
		Dotations	Reprises		
Report à nouveau dont :	-2 648	5 437 184	139 047	0	5 573 584
110000 - Report à nouveau FND	75 420	5 219 274			5 294 694
110001 - Report à nouveau Siège	142 046	112 118			254 164
110050 - Report à nouveau Association	0	144 462			144 462
110120 - Report à nouveau St Exupéry	0	0	0		0
110140 - Report à nouveau RTU	0	0	0		0
110240 - Report à nouveau AGIR	0	46 075			46 075
119010 - RAN débiteur	0	-71 206			-71 206
119140 - RAN débiteur RTU	-99 609		71 990		-27 619
119080 - RAN débiteur RPH	-74 729		44 378		-30 351
119090 - RAN débiteur REL	-10 319	-8 791			-19 109
119005 - RAN débiteur Association	-22 679		22 679		0
119005 - RAN débiteur St Exupéry	-12 778	-4 748			-17 526
115100 - Report à nouveau ESSMS (créditeur)	0	87 159			87 159
115100 - Résultat sous contrôle de tiers financeurs	824 422	60 674		113	912 043
115110 - Excédent affecté au financement de mesures d'exploit.	0				
115020 - Report à nouveau ESSMS (débiteur)	0	- 182 610			-182 610
Résultats non opposables aux financeurs dont :	-282 095	-52 596			-334 691
114200 - Dépenses inopposables (provision CP ex. antérieur)	-81 836				-81 836
115920 - Dépenses non opposables (provision CP)	-200 259	-52 596			-252 855
Total	539 679	5 349 811	139 047	113	6 055 485

2.5.9 Provisions pour risques et charges

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Les éléments chiffrés se retrouvent sous référence 3.3

- Provision pour gros travaux et réparations

Des provisions supplémentaires pour gros travaux ont été enregistrées :

- Provisions concernant le bâtiment situé au 6 avenue racine à Strasbourg : 29 347 €.
- Provision concernant le bâtiment de la résidence Eve LUQUET situé à Schiltigheim : 4 509 €.
- Provision concernant le bâtiment de la Résidence Paul Haeberlin situé à Illkirch-Graffenstaden : 20 706 €.

Des reprises de provisions pour grosses réparations ont été enregistrées au cours de l'exercice 2025 à hauteur de 37 243 €.

Le montant total des provisions pour gros travaux s'élève à 213 147.78 € au 31.12.2025.

- Provision pour manquement des obligations de formation et de gestion de carrière de l'association : 15 327 €.
- Provision de régularisation prime Laforcade perçue (correspondant au montant de la subvention perçue, afin de compenser la revalorisation salariale (Prime Laforcade), à rembourser au financeur car non versée aux salariés (nombre d'ETP déclaré supérieur au nombre d'ETP réellement présent durant l'exercice)) : 52 939 €.
- Provision pour congés payés pour les salariés ayant quittés l'association (suite à la prise de position de la Cour de Cassation en septembre 2023, concernant le droit à congés payés en cas d'arrêt maladie ou d'accident du travail) : 19 647 €

2.5.10 Fonds dédiés

Les ressources attribuées au titre d'une action précise figurent dans les produits.

Le montant correspondant à la partie non utilisée à la clôture d'un exercice fait l'objet d'une affectation à un compte « **fonds dédiés** » par le biais d'une charge « **engagements à réaliser sur ressources affectées** » (cpte 689). Lors de leur utilisation effective, les ressources figurant sur le compte « fonds dédiés » sont reprises au compte de résultat au rythme de la réalisation des engagements, par le biais d'un produit « **report des ressources non utilisées des exercices antérieurs** » (cpte 789).

Les éléments chiffrés se retrouvent sous référence 3.7

Les fonds dédiés d'un montant de 204 128 € se déclinent ainsi :

- Provision concernant les RTT constituée à l'occasion de la mise en place des 35 heures : 158 015 €
- Fonds dédiés pour un nouveau dispositif OFII France Travail ouvert fin 2025 : 3 888 €
- Fonds dédiés pour un nouveau dispositif PASS de Ville ouvert fin 2025 : 42 224 €

2.5.11 Engagement de retraite

Les accords collectifs de travail applicables dans les CHRS prévoient des indemnités de départ en retraite supérieures à celles prévues au Code du Travail. Celles-ci ont été calculées sur base de l'article 10.1 – Départ à la retraite des accords collectifs des CHRS et se trouvent dans le tableau de l'Evaluation du passif social.

Les données techniques retenues sont les suivantes :

- Table de mortalité : INSEE 2017
- Taux moyen d'actualisation : 3%
- Initiative du départ : le salarié
- Intégration des charges sociales et fiscales correspondantes
- Méthode de calcul : rétrospective prorata temporis, chiffrage de tous les salariés
- Etendue de l'étude : IFC

Pour chaque salarié, une projection de son salaire et de son ancienneté est effectuée à l'âge de son départ à la retraite supposé, soit 65 ans, et le montant de l'engagement obtenu est pondéré d'une part de la probabilité que le salarié soit présent au moment de son départ à la retraite, et d'autre part de la probabilité qu'il soit en vie à l'âge de son départ à la retraite. L'Association couvre cet engagement par un contrat souscrit auprès d'une compagnie d'assurance pour tous les salariés au cours de l'exercice. La partie des engagements non externalisée figure en engagement.

2.5.12 Volontariat associatif

En application de l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006, les trois plus hauts cadres dirigeants de l'association, à savoir le Président, Vice-Président et le Trésorier, n'ont pas reçu de rémunération au titre de l'exercice 2025.

3. EVENEMENT POST-CLOTURE

Les événements postérieurs à la clôture comprennent le déménagement des services CADA, HUDA, Service Insertion Animation ainsi que du service juridique dans les nouveaux locaux situés rue Hirn à Strasbourg.

Par ailleurs, des travaux de mise en conformité ERP du bâtiment de la Maisonnée ont démarré en avril 2026.

3.1- Etat de l'actif immobilisé

Immobilisations	Immobilisations au 31 décembre 2024	Acquisitions 2025	Cessions 2025	Immobilisations au 31 Décembre 2025
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions et droits similaires, Brevets, lic., marques et procédés, droits et val. sim.	54 597			54 597
Fonds commercial				
- dont droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Total Immobilisations incorporelles	54 597	0	0	54 597
Immobilisations corporelles				
Terrains	393 008			393 008
Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure				
Constructions	3 351 550	485 322	54 810	3 782 062
Installations, matériel et outillage techniques	204 389	12 832	12 885	204 336
Autres immobilisations corporelles	1 155 230	194 595	18 799	1 331 025
Immobilisations corporelles en cours	69 805	10 277	69 805	10 277
Total Immobilisations corporelles	5 173 982	703 026	156 300	5 720 708
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	700 000			700 000
Prêts				
Autres immobilisations financières	221 511	78 936	44 715	255 731
Total Immobilisations financières	921 511	78 936	44 715	955 731
TOTAL IMMOBILISATION	6 150 090	781 962	201 016	6 731 036

3.2 - Etat des amortissements

Amortissements	Amortissements et dépréc. au 31/12/2024	Dotations 2025	Diminutions 2025	Amortissements et dépréc. au 31/12/2025
Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et val. sim.	51 814	1 225		53 039
Fonds commercial (établissements privés)				
- dont droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
TOTAL amortissements et dépréciations des immob. incorporelles	51 814	1 225	0	53 039
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles				
Terrains				
Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure				
Constructions sur sol propre	154 091	124 487	4 715	273 863
Constructions sur sol d'autrui	188 100	103 176	32 505	258 772
Installations, matériel et outillage techniques	131 196	28 894	12 582	147 508
Autres immobilisations corporelles	998 048	77 224	19 505	1 055 769
Immobilisations corporelles en cours				
TOTAL amortissements et dépréciations des immob. corporelles	1 471 436	333 781	69 305	1 735 912
Dépréciations des immobilisations financières				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
TOTAL dépréciations des immobilisations financières	0	0	0	0
TOTAL AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	1 523 250	335 006	69 305	1 788 951

3.3 - Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant au 31/12/2024	Augmentations 2025	Diminutions 2025	Montants au 31/12/2025
Provisions pour risques et charges				
151 - Provisions pour risques	127 947	6 000	35 057	98 889
dont provisions pour litige (c. 1511)				
dont provisions pour garanties données aux usagers (c. 1512)				
dont provisions pour pertes sur marchés à terme (c. 1513)				
dont provisions pour amendes et pénalités (c. 1514)				
dont provisions pour perte de change (c. 1515)				
dont autres provisions pour risques (c. 1518)	127 947	6 000	35 057	98 889
dont provisions pour risques d'emploi (c. 1516)				
152 - Provisions pour charges sur legs ou dotations	0			0
1521 - Provisions pour pensions et obligations similaires (retraite...)	346 039	69 627	6 856	408 810
1523 - Provisions pour impôts (établissements privés)				
1525 - Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	163 500	86 888	37 243	213 146
dont provisions pour grosses réparations	163 500	86 888	37 243	213 146
1527- Autres provisions pour charges	20 373	11 537	1 845	30 064
dont provisions pour rémun. pers. Handicapées				
dont autres provisions pour charges (i)	20 373	11 537	1 845	30 064
TOTAL GENERAL	657 858	174 052	81 002	750 909

3.4 - Produits et charges constatés d'avance
--

Produits constatés d'avance	31/12/2025
Produits d'exploitation	564 589
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
TOTAL	564 589

Charges constatées d'avance	31/12/2025
Charges d'exploitation	29 361
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
TOTAL	29 361

3.5- Affectation du résultat comptable 2024 (N-1)

	Situation à l'ouverture de l'exercice	affectation du résultat 2024 Dotations	Reprises	Situation après affectation du résultat 2024
Report à nouveau	-2 649	5 524 343	139 047	5 660 741
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	824 422	87 621		912 043
Excédents affectés au financement de mesures d'exploitation	0	-182 610		-182 610
Résultats non opposables aux financeurs	-282 095	-52 596		-334 691
TOTAL	539 678	5 376 758	139 047	6 055 483

Capitaux propres	Montant net 31/12/2024	Augmentations 2025	Diminutions 2025	Montant net 31/12/2025
Réserves affectées à l'investissement	158 220	0	0	158 220
Réserves de trésorerie	464 467	0	0	464 467
Réserves de compensation des déficits d'exploitation	241 852	172 457	0	414 309
Réserves de compensation des charges d'amortissement	28 108	0	0	28 108
Autres réserves	53 357	0	0	53 357
TOTAL RESERVES	946 004	172 457	0	1 118 461

3.6- Mouvements des fonds associatifs

Capitaux propres	Montant net 31/12/2024	Augment. 2025	Diminutions 2025	Montant net 31/12/2025
FONDS PROPRES				
Fonds associatifs sans droit de reprise	243 918			243 918
Ecart de réévaluation				
Reserves	946 003	172 457		1 118 460
Report à nouveau	-2 648	5 576 231		5 573 583
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1)	5 800 904	220 587	5 800 904	220 587
Total fonds propres	6 988 178	5 969 275	5 800 904	7 156 548
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS				
Fonds associatifs avec droit de reprise				
Apports				
Legs et donations				
Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs	-282 093	-52 596		-334 691
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	824 423	87 620		912 043
Ecart de réévaluation				
Subventions d'investissement sur biens renouvelables	55 287	2 195	10 715	46 767
Provisions réglementées				
Total autres fonds associatifs	597 615	37 219	10 715	624 119
TOTAL GENERAL	7 585 793	6 006 494	5 811 619	7 780 667

3.7 - Mouvements des fonds dédiés

	Situation à l'ouverture de l'exercice	Dotations	Reprises	Situation à la clôture de l'exercice
Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement	194 332	46 112	36 316	204 128
TOTAL	194 332	46 112	36 316	204 128

3.8 Etat des Échéances des Créances et des Dettes

Libellé	Montant brut 2025	A 1 an au plus	A plus d'1 an
CREANCES (a)			
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations(25-26)			
Prêts (274)			
Autres immobilisations financières (271a 273, etc)	955 731		955 731
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients et comptes rattachés (411 à 418)	1 077 438	1 077 438	
Autres créances clients (4096,4097, etc)	126	126	
Personnel et comptes rattachés (421,)	3 024	3 024	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux (43 sauf)	737	737	
Etat et autres collectivités publiques (44 sauf)	836 003	836 003	
Autres	389 358	389 358	
Charges constatées d'avance (486)	29 361	29 361	
TOTAL CREANCES	3 291 779	2 336 047	955 731

DETTES (b)	Montant brut 2025	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (161)				
Autres emprunts obligataires (163)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (164...)	2 309 537	4 064	0	2 305 473
Emprunts et dettes financières divers (165...-17)	89 211	89 211		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (401,403-408)	1 624 740	1 624 740		
Personnel et comptes rattachés (421...)	619 691	619 691		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux (43 sauf)	519 587	519 587		
Etat et autres collectivités publiques (44 sauf)	104 058	104 058		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés (269,279,404,405)	14 759	14 759		
Autres dettes (solde créditeur 409, 41, 45, 46, ...)	649 185	649 185		
Produits constatés d'avance (487)	564 589	564 589		
TOTAL DETTES	6 495 358	4 189 885	0	2 305 473

3.9 - Produits à recevoir

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	31/12/2025
Autres titres immobilisés	
Prêts	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	4 204
Autres créances	883 826
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
TOTAL	888 030

4.0 - Charges à payer

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	31/12/2025
Autres emprunts obligataires	4 064
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fiscales et sociales	822 075
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes et dettes fournisseurs et comptes rattachés	205 549
TOTAL	1 031 688

DETAIL DES ENGAGEMENTS HORS BILAN

4.1 - FINANCEMENT DES ENGAGEMENTS SOCIAUX

Evaluation du passif social	Acquis en N
Table de mortalité	INSEE 2017
Taux moyen d'actualisation pour l'exercice	3.00%
Départ à l'initiative du salarié	65 ans
Engagement IFC non versé au contrat	408 810
Complément 2025 constitué	62 771

4.2 - AUTRES ENGAGEMENTS

Engagements donnés	Montant	Observations
Effets escomptés non échus		
Avals et cautions		
Hypothèque immobilière conventionnelle	1 010 473	
Engagements en matière de formations		
Engagement en matière de retraite (couverts et non couverts)	681 599	cf.2.5.1 / 4.1
Engagements assortis de sûretés		
Nantissement s/DAT	700 000	
En cours des créances cédées à la clôture	0	
Engagements reçus		
De la part des financeurs		
Découverts bancaires autorisés	600 000	

4.3 - TABLEAU DES EFFECTIFS AU 31/12/2025

	total	Observat. (ETP)
Cadres	20	
Non cadres	137	
Apprentis	1	
Contrats d'avenir	0	
TOTAL	158	144